

Brochure n° 3052

**Convention collective nationale**

IDCC : 1996. – **PHARMACIE D'OFFICINE**  
**(16<sup>e</sup> édition. – Mai 2003)**

AVENANT DU 5 JUILLET 2005  
À L'ACCORD DU 4 JUILLET 2005  
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : *ASET0551336M*  
IDCC : 1996

Entre :

La fédération des syndicats pharmaceutiques de France,

D'une part, et

La fédération nationale du personnel d'encadrement des industries chimiques, parachimiques et connexes CFE-CGC ;

La fédération nationale de la pharmacie Force ouvrière ;

La fédération nationale des syndicats chrétiens des services de santé et sociaux CFTC ;

La fédération nationale des syndicats des services de santé et services sociaux CFDT,

D'autre part,

Vu le code du travail ;

Vu la convention collective nationale étendue de la pharmacie d'officine du 3 décembre 1997 et ses annexes ;

Vu l'accord collectif national du 4 juillet 2005 relatif à l'accès des salariés à la formation tout au long de la vie professionnelle dans la pharmacie d'officine,

il a été convenu ce qui suit.

## PRÉAMBULE

Les parties signataires désireuses d'inclure dans l'accord collectif national susvisé des dispositions ayant trait à la rémunération des salariés en formation dans la branche professionnelle de la pharmacie d'officine et plus particulièrement à celle des jeunes en formation, se sont accordées sur les dispositions suivantes :

### Article 1<sup>er</sup>

L'article 22 « Préparation au brevet professionnel de préparateur en pharmacie » de l'accord collectif national susvisé est complété par 2 alinéas ainsi rédigés :

« La rémunération du jeune en contrat de professionnalisation ou d'apprentissage figure en annexe au présent accord.

La rémunération des demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus engagés en contrat de professionnalisation (CDD ou CDI) est au moins égale à 85 % de la rémunération conventionnelle minimale (coefficient 100) sans pouvoir être inférieure au SMIC pendant toute la durée de l'action de professionnalisation. »

### Article 2

L'accord collectif national susvisé est complété par les dispositions qui suivent et qui en constituent une annexe :

## ANNEXE

### Rémunération des jeunes en formation

Les jeunes qui préparent le brevet professionnel de préparateur en pharmacie par la voie de l'apprentissage ou par la voie du contrat de professionnalisation perçoivent, pendant la durée complète de la formation, une rémunération calculée en pourcentage du minimum conventionnel correspondant aux coefficients définis par la classification de la convention collective en fonction de leur niveau de formation :

NIVEAU DE FORMATION	1 <sup>re</sup> ANNÉE DE BP	2 <sup>e</sup> ANNÉE DE BP
BEP sanitaire et social	60 % coef. 145	70 % coef. 155
Baccalauréat et 1 <sup>re</sup> année d'UFR de pharmacie	65 % coef. 150	75 % coef. 160
CAP et MC	80 % coef. 160	90 % coef. 165

Toutefois, les jeunes qui préparent le brevet professionnel de préparateur en pharmacie par la voie de contrats d'apprentissage, de contrats de qualification ou de contrats de professionnalisation conclus avant le

30 novembre 2004 perçoivent, pendant la durée complète de la formation, une rémunération calculée en pourcentage du minimum conventionnel correspondant aux coefficients définis par la classification de la convention collective en fonction de leur niveau de formation et déterminée comme suit :

NIVEAU DE FORMATION	1 <sup>re</sup> ANNÉE DE BP	2 <sup>e</sup> ANNÉE DE BP
BEP sanitaire et social	65 % coef. 145	75 % coef. 155
Baccalauréat	70 % coef. 150	80 % coef. 160
CAP et MC ou 1 <sup>re</sup> année d'UFR de pharmacie	80 % coef. 160	90 % coef. 165

Pour les jeunes effectuant leur formation dans la même entreprise, la rémunération effectivement versée aux jeunes sous contrat de qualification ou de professionnalisation ne pourra être inférieure à la rémunération nette qu'ils percevaient en fin d'année complémentaire. Celle-ci est distincte de la prime d'ancienneté dont ils bénéficient par ailleurs.

En toute hypothèse, la rémunération des jeunes en formation ne pourra être inférieure à la rémunération qu'ils percevraient par application des dispositions légales en vigueur.

### Article 3

En application du dernier alinéa de l'article L. 132-23 du code du travail, les parties signataires confèrent aux dispositions du présent avenant un caractère impératif et interdisent de ce fait aux entreprises de la branche d'y déroger en tout ou partie à moins de clauses plus favorables pour les salariés.

### Article 4

Les parties signataires s'engagent à effectuer, à l'initiative de la partie la plus diligente, les démarches et formalités nécessaires à l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 5 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)